Au Sénat, le choc des « égoïsmes territoriaux »

Le Monde.fr | 31.10.2014 à 12h49 • Mis à jour le 31.10.2014 à 19h23 |

Par Bertrand Bissuel (/journaliste/bertrand-bissuel/)

Cette fois, le Sénat a apposé sa marque sur la réforme territoriale. Dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 octobre, il a adopté en seconde lecture le projet de loi qui modifie le contour des régions. Une majorité d'élus, principalement Union pour un mouvement populaire (UMP), centristes et Rassemblement démocratique et social européen (RDSE – des radicaux de gauche pour l'essentiel), ont approuvé un texte rétablissant, contre l'avis du gouvernement, l'autonomie de l'Alsace et dissociant le Languedoc-Roussillon de Midi-Pyrénées. Les socialistes et les écologistes, de leur côté, se sont abstenus, tandis que les communistes ont voté contre.

La carte dessinée par le Palais du Luxembourg compte 14 régions (15 en incluant le cas particulier de la Corse), contre 12 (13 avec la Corse) dans celle que les députés avaient mise au point, fin juillet, et qui a la préférence de l'exécutif. Le Sénat, repassé à droite depuis la fin septembre, a donc fait bouger les lignes, contrairement à ce qui s'était produit, début juillet, en première le où une coalition hétéroclite, réunissant des élus UMP, communist adicaux de gauche, avait purement et simplement supprimé la cauce proposée par le gouvernement.

« Égoïsmes territoriaux »

Si la nouvelle majorité sénatoriale s'est emparée du texte pour l'amender, elle l'a parfois fait à contrecœur. En exprimant son amertume d'avoir à examiner un projet de loi conçu dans « l'improvisation » et la « confusion ». La discussion porte sur le « contenant » (les régions), alors que la logique aurait commandé de réfléchir en premier lieu au « contenu » (les compétences), a dénoncé François Zocchetto (Union des démocrates et indépendants – UDI –, Mayenne) : « Redécouper les régions avant de savoir ce qu'elles devront faire est un non-sens. »

Sur de telles bases, « le résultat sera mauvais, nous le savons tous », a lâché, dépité, Dominique de Legge (UMP, Ille-et-Vilaine). « Le débat est profondément décevant, a estimé Jean-Pierre Raffarin (UMP, Vienne). Pourquoi ? Parce qu'il n'y a dans ce projet (...) ni vision, ni autorité, ni ligne directrice. »

Dès lors, les « égoïsmes territoriaux », selon la formule de l'ex-premier ministre (2002-2005), ont souvent pris le dessus et suscité de vifs échanges entre sénateurs. « Je ne comprends pas qu'on rejette notre région avec une telle violence », a déploré Jérôme Bignon (UMP, Somme), en s'adressant à Valérie Létard (UDI, Nord), qui venait de plaider pour la disjonction de la Picardie du Nord-Pas-de-Calais. « Je ne veux pas faire un mariage avec des gens qui ne veulent pas de nous », a lancé Gérard Cornu (UMP, Eure-et-Loir) à l'attention des élus des régions voisines qui, d'après lui, snobent le Centre. Alors que Jean-Pierre Grand (UMP, Hérault) entonnait un vibrant plaidoyer pour la fusion de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées, Hermeline Malherbe (RDSE, Pyrénées-Orientales) défendait la position inverse : « La complémentarité ne fait pas nécessairement un bon mariage. »

Clivages politiques transcendés

Le redécoupage de la carte a transcendé les clivages politiques, provoquant des fractures au sein même des groupes ou suscitant, à l'inverse, des alliances entres camps adverses. Ainsi, plusieurs sénateurs UMP de Lorraine et de Champagne-Ardenne, parmi lesquels François Baroin (Aube) et Gérard Longuet (Meuse), militaient pour le rapprochement de ces deux régions avec l'Alsace. Mais leurs collègues du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, soutenus par une majorité de la droite sénatoriale, ont obtenu que l'Alsace reste seule : leur but est de créer une collectivité territoriale unique, en fusionnant les conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin avec le conseil régional. Un projet rejeté en 2013 à l'issue d'un référendum local mais que de nombreux élus veulent relancer.

La plupart des socialistes et des centristes du Nord-Pas de Calais avaient fait cause commune pour que leur région soit détachée de la Picardie. Mais leurs amendements ont été rejetés de justesse, plongeant dans une colère noire René Vandierendonck (Parti socialiste – PS –, Nord) : lors d'une réunion du groupe PS, mardi, il avait été décidé d'appuyer le désir d'autonomie des Nordistes, mais des consignes contraires ont finalement été données, deux jours après. « Elles étaient sans doute soufflées par Matignon », confie un sénateur PS.

Fusion de deux départements

En dehors de la carte des régions, qui a focalisé l'attention des sénateurs de mardi jusqu'au début de la soirée de jeudi, la plupart des dispositions adoptées en commission ont été approuvées par les sénateurs. A ainsi été voté le changement de nom de la région Centre, qui s'appellera désormais Centre-Val de Loire. Une nouvelle dénomination à laquelle tenait beaucoup Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret) : elle permettra de donner une réelle

« identité » à cette collectivité, a-t-il estimé.

Deux autres mesures importantes ont été retenues : la possibilité pour deux départements de fusionner, cette décision pouvant être prise sans recours au référendum local, mais à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés dans les assemblées départementales concernées ; et l'assouplissement du droit d'option, qui permet à un département de quitter une région pour rejoindre une autre.

Reste maintenant à savoir ce que l'Assemblée nationale, qui a le dernier mot dans l'élaboration des lois, conservera de ce texte. Il est probable qu'elle corrigera la carte des régions, dans un sens conforme aux vœux du gouvernement.



(/journaliste/bertrand-bissuel/) **Bertrand Bissuel** (/journaliste/bertrand-bissuel/)

Suivre

Journaliste au Monde